



Marie-Renée BALTLY

Educatrice spécialisée

Suppléant

Pierre CHABOISSIER

Ouvrier métallurgiste

Candidats de **LUTTE OUVRIÈRE** soutenus par **Arlette Laguiller**

Les classes populaires n'ont rien à espérer de la majorité qui sortira des élections législatives de juin.

À droite, Sarkozy veut une majorité appliquant sa politique. Si l'UMP l'emporte et si, à l'Assemblée, Sarkozy dispose de la majorité, les cinq ans à venir seront la continuation des cinq ans de gouvernements de droite parmi les plus réactionnaires et anti-ouvriers depuis longtemps, aggravés peut-être.

Sarkozy est ouvertement l'homme du grand patronat...

Il est, avec arrogance et cynisme, au service des exploiters, des spéculateurs, des licenciés.

Il veut diminuer le nombre de travailleurs des services publics en ne remplaçant qu'un sur deux de ceux qui partiront en retraite. Cela désorganisera encore plus les services publics, aggravera la situation dans les hôpitaux, à l'Éducation nationale, dans les transports publics. Et moins d'emplois proposés par l'État dans les collèges ou les hôpitaux, c'est autant de jeunes, y compris après de longues études, qui ne trouveront pas à s'employer utilement.

Il veut continuer l'attaque sur les retraites des salariés commencée par Balladur et continuée par Raffarin, qui avaient allongé la durée de cotisation de 37 ans et demi à 40 ans, successivement pour le privé puis pour la Fonction publique, en s'attaquant maintenant aux dernières catégories de travailleurs pour qui cela n'était pas encore fait.

Il veut limiter le droit de grève, avant de l'interdire si on le laisse faire, en commençant par les travailleurs des services publics.

Il veut supprimer les charges sociales sur les heures supplémentaires, ce qui incitera les patrons, plutôt que d'embaucher, à user à mort leur personnel au travail.

Toutes ses mesures favoriseront la bourgeoisie, en particulier la plus grande, au détriment des classes populaires.

Pour le patronat : la réduction de 5 % supplémentaires de l'impôt sur les bénéfices des sociétés. Pour la bourgeoisie : le plafonnement à 50 % de l'impôt sur le revenu des contribuables les plus riches et la réduction de l'impôt sur les successions.

... **mais Ségolène Royal l'aurait servi tout autant.**

Ségolène Royal, si elle avait été élue, n'aurait peut-être pas

manifesté la même arrogance anti-ouvrière, ni pris les mêmes mesures provocantes en faveur des privilégiés. Mais, faute de vouloir limiter, même un peu, la puissance absolue et les intérêts du grand patronat, elle n'aurait pas pu apporter de réponse aux problèmes les plus graves qui accablent aujourd'hui les classes populaires et une grande partie de la société.

Car, pour réduire le chômage par la création d'emplois utiles, pour rattraper le pouvoir d'achat perdu, pour assurer un logement convenable à tous, il faut taxer davantage les bénéficiaires des grandes entreprises, il faut obliger le patronat à consacrer une part plus grande de ses profits pour augmenter les salaires et maintenir les emplois.

À quoi servirait une nouvelle cohabitation ?

Il n'y aurait pas, non plus, de réponse à ces problèmes, dans l'hypothèse où le PS et ses alliés de la gauche gouvernementale obtiendraient une majorité à l'Assemblée. Ce serait une nouvelle cohabitation, la copie de celle où, pendant cinq ans, Chirac était à la présidence et Jospin à la tête du gouvernement. Le monde du travail a toutes les raisons de ne pas en garder un bon souvenir.

Dans tous les cas, le gouvernement, quel qu'il soit, prendra aux pauvres pour maintenir l'enrichissement des plus riches.

Les uns comme les autres laisseront les grandes entreprises licencier et aggraver le chômage. Les uns comme les autres laisseront la précarité s'aggraver et ne feront rien contre le chômage de masse ni contre la baisse du pouvoir d'achat.

Ces élections ne peuvent arrêter la dégradation du sort du monde du travail car elle résulte de la volonté du patronat d'aggraver sans cesse l'exploitation, et c'est le grand patronat qui détient les leviers du pouvoir économique, et pas les députés.

Seules des luttes sociales puissantes pourront stopper l'offensive du patronat qui n'est sensible qu'au rapport de forces.

Pour peser sur la vie politique, il faudrait avant tout que les travailleurs s'affirment en tant que force indépendante de toutes les forces politiques de la bourgeoisie et qu'ils défendent leurs intérêts face à la classe des exploiters.